

Art. 122. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

Art. 123. De Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid, bijstand aan personen en gezinsbijslagen en de Minister van Begroting zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/42687]

28 NOVEMBRE 2019. — Ordonnance portant diverses dispositions dans le cadre de la reprise du service des taxes de circulation et du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

TITRE 2. — Dispositions portant modification du Code des impôts sur les revenus 1992 et du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus dans le cadre de la reprise du service de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et la taxe de mise en circulation

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 2. Les modifications effectuées par le Titre 2 de la présente ordonnance sont applicables uniquement en ce qui concerne :

- 1° la taxe de circulation sur les véhicules automobiles ;
- 2° la taxe de mise en circulation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les modifications apportées par les articles 54 à 63 sont également applicables au précompte immobilier.

Art. 3. Dans la version française de l'article 298 du Code des impôts sur les revenus 1992, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « le dirigeant de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou par le fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « l'agent statuaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans le paragraphe 2, les mots « les fonctionnaires chargés du recouvrement » sont remplacés par les mots « l'agent statuaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 4. Dans la version néerlandaise de l'article 298 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « de leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of door de door hem gedelegeerde ambtenaar » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans le paragraphe 2, les mots « de ambtenaren belast met de invordering » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 5. Dans la version française de l'article 300, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/42687]

28 NOVEMBER 2019. — Ordonnantie houdende diverse bepalingen in het kader van de overname van de dienst van de verkeersbelastingen en van de onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

TITEL 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

TITEL 2. — Bepalingen houdende de wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen in het kader van de overname van de dienst van de verkeersbelasting op de autovoertuigen en de belasting op de inverkeerstelling

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 2. De door de Titel 2 van deze ordonnantie doorgevoerde wijzigingen zijn uitsluitend van toepassing voor wat betreft :

- 1° de verkeersbelasting op de autovoertuigen ;
- 2° de belasting op de inverkeerstelling.

In afwijking van het eerste lid zijn de wijzigingen aangebracht door artikelen 54 tot 63 ook van toepassing op de onroerende voorheffing.

Art. 3. In de Franse versie van artikel 298 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « le dirigeant de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou par le fonctionnaire délégué par lui » vervangen door de woorden « l'agent statuaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « les fonctionnaires chargés du recouvrement » vervangen door de woorden « l'agent statuaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 4. In de Nederlandse versie van artikel 298 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « de leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of door de door hem gedelegeerde ambtenaar » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « de ambtenaren belast met de invordering » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 5. In de Franse versie van artikel 300, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Le Roi » vervangen door de woorden « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 6. Dans la version néerlandaise de l'article 300, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 7. Dans la version française de l'article 302, alinéa 3, du même Code, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 8. Dans la version néerlandaise de l'article 302, alinéa 3, du même Code, les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 9. Dans la version française de l'article 323 du même Code, les mots « L'administration » sont remplacés par les mots « Le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 10. Dans la version néerlandaise de l'article 323 du même Code, les mots « De administratie » sont remplacés par les mots « De dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 11. L'article 335 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Toutes les directions qui ressortissent du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sont tenues de mettre à disposition de tous les agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale tous les renseignements adéquats, pertinents et non excessifs en leur possession, qui contribuent à la poursuite de la mission de ces agents en vue de l'établissement ou du recouvrement de n'importe quel impôt établi par la Région de Bruxelles-Capitale.

Tout agent contractuel ou statutaire du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, régulièrement chargé d'effectuer un contrôle ou une enquête, est de plein droit habilité à prendre, rechercher ou recueillir les renseignements adéquats, pertinents et non excessifs qui contribuent à assurer l'établissement ou le recouvrement de n'importe quel autre impôt établi par la Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 12. L'article 336 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Tout renseignement, pièce, procès-verbal ou acte, découvert ou obtenu dans l'exercice de ses fonctions par un agent statutaire ou contractuel du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, soit directement, soit par l'entremise d'un des services, administrations, sociétés, associations, établissements ou organismes désignés aux articles 327 et 328, peut être invoqué par la Région de Bruxelles-Capitale pour la recherche de toute somme due en vertu des lois d'impôts. »

Art. 13. Dans la version française de l'article 337 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° les mots « Les fonctionnaires de l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus » et les mots « Les personnes appartenant aux services à qui l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus » sont chaque fois remplacés par les mots « Les agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° dans l'alinéa 3, les mots « Les fonctionnaires de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus, » sont remplacés par les mots « Les agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » et les mots « de l'agence fédérale de la dette, telle que prévue par la loi du 25 octobre 2016 portant création de l'agence fédérale de la dette et suppression du Fonds des rentes » sont remplacés par les mots « de l'Agence de la dette de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 14. Dans la version néerlandaise de l'article 337 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « van de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering, van de inkomstenbelastingen » sont remplacés par les mots « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

Art. 6. In de Nederlandse versie van artikel 300, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 7. In de Franse versie van artikel 302, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Le Roi » vervangen door de woorden « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 8. In de Nederlandse versie van artikel 302, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 9. In de Franse versie van artikel 323 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « L'administration » vervangen door de woorden « Le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 10. In de Nederlandse versie van artikel 323 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De administratie » vervangen door de woorden « De dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 11. Artikel 335 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« Alle directies die ressorteren onder de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zijn gehouden alle in hun bezit zijnde toereikende, ter zake dienende en niet overmatige inlichtingen ter beschikking te stellen aan alle statutaire of contractuele agenten aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, voor zover die gegevens bijdragen tot de vervulling van de opdracht van die ambtenaren tot de vestiging of de invordering van eender welke door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geheven belasting.

Elke statutaire of contractuele agent van de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die regelmatig werd belast met een controle- of onder-zoeksopdracht, is van rechtswege gemachtigd alle toereikende, ter zake dienende en niet overmatige inlichtingen te vragen, op te zoeken of in te zamelen die bijdragen tot de vestiging of de invordering van eender welke, andere, door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geheven belasting. »

Art. 12. Artikel 336 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« Elke inlichting, stuk, proces-verbaal of akte, in het uitoefenen van zijn functie ontdekt of bekomen door een contractuele of statutair agent van de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van een der in de artikelen 327 en 328 aangeduide diensten, besturen, vennootschappen, verenigingen, instellingen of inrichtingen, kan door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden ingeroepen voor het opsporen van elke krachtens de belastingwetten verschuldigde som. »

Art. 13. In de Franse versie van artikel 337 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « de l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus » vervangen door de woorden « du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° de woorden « Les fonctionnaires de l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus », de woorden « les personnes appartenant aux services à qui l'administration en charge de l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus » telkens vervangen door de woorden « Les agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° in het derde lid, worden de woorden « Les fonctionnaires de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus, » vervangen door de woorden « Les agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » en de woorden « de l'agence fédérale de la dette, telle que prévue par la loi du 25 octobre 2016 portant création de l'agence fédérale de la dette et suppression du Fonds des rentes » vervangen door de woorden « de l'Agence de la dette de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 14. In de Nederlandse versie van artikel 337 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « van de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering, van de inkomstenbelastingen » vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° les mots « De ambtenaren van de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering, van de inkomstenbelastingen » et les mots « Personen die deel uitmaken van diensten waaraan de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering, van de inkomstenbelastingen » sont chaque fois remplacés par les mots « De statutaire of contractuele agenten aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° dans l'alinéa 3, les mots « De ambtenaren van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen » sont remplacés par les mots « De statutaire of contractuele agenten aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » et les mots « Federaal Agentschap van de Schuld, zoals opgericht bij de Wet van 25 oktober 2016 houdende de oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en opheffing van het Rentefonds » sont remplacés par les mots « Agentschap van de Schuld van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 15. Dans la version française de l'article 340, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » et les mots « du Service public fédéral Finances » sont remplacés par les mots « du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 16. Dans la version néerlandaise de l'article 340, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « de administratie » et « van de Federale Overheidsdienst Financiën » sont remplacés par les mots « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 17. Dans la version française de l'article 355, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » et les mots « du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou du fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 18. Dans la version néerlandaise de l'article 355, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « de administratie » sont remplacés par les mots « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » et les mots « van de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar » sont remplacés par les mots « van de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 19. Dans la version française de l'article 356 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou du fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° les mots « l'administration » sont chaque fois remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 20. Dans la version néerlandaise de l'article 356 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « van de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar » sont remplacés par les mots « van de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° les mots « de administratie » sont chaque fois remplacés par les mots « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 21. Dans l'article 366 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la version française de l'alinéa 1^{er}, les mots « auprès du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l'imposition, l'accroissement et l'amende ont été établis » sont remplacés par les mots « auprès de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans la version néerlandaise de l'alinéa 1^{er}, les mots « bij de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhoging en de boete zijn gevestigd » sont remplacés par les mots « bij de

2° de woorden « De ambtenaren van de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering, van de inkomstenbelastingen » en de woorden « Personen die deel uitmaken van diensten waaraan de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering, van de inkomstenbelastingen » worden telkens vervangen door de woorden « De statutaire of contractuele agenten aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° in het derde lid, worden de woorden « De ambtenaren van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen » vervangen door de woorden « De statutaire of contractuele agenten aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » en de woorden « Federaal Agentschap van de Schuld, zoals opgericht bij de Wet van 25 oktober 2016 houdende de oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en opheffing van het Rentefonds » worden vervangen door de woorden « Agentschap van de Schuld van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 15. In de Franse versie van artikel 340, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « l'administration » vervangen door de woorden « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » en de woorden « du Service public fédéral Finances » worden vervangen door de woorden « du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 16. In de Nederlandse versie van artikel 340, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de administratie » en de woorden « de Federale Overheidsdienst Financiën » vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 17. In de Franse versie van artikel 355, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « l'administration » vervangen door de woorden « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » en worden de woorden « du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou du fonctionnaire délégué par lui » vervangen door de woorden « de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 18. In de Nederlandse versie van artikel 355, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de administratie » vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » en worden de woorden « van de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar » vervangen door de woorden « van de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 19. In de Franse versie van artikel 356 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou du fonctionnaire délégué par lui » vervangen door de woorden « de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° de woorden « l'administration » worden telkens vervangen door de woorden « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 20. In de Nederlandse versie van artikel 356 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « van de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar » vervangen door de woorden « van de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° de woorden « de administratie » worden telkens vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 21. In artikel 366 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie van het eerste lid, worden de woorden « auprès du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l'imposition, l'accroissement et l'amende ont été établis » vervangen door de woorden « auprès de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in de Nederlandse versie van het eerste lid, worden de woorden « bij de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhoging en de boete zijn gevestigd » vervangen door de woorden

statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Lorsque la réclamation est adressée à un autre agent statutaire ou contractuel d'un des services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale que celui désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la réclamation reste valablement introduite à la date de sa réception par cet agent statutaire ou contractuel. » ;

4° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « L'agent statutaire ou contractuel visé à l'alinéa 2 transmet la réclamation immédiatement à l'agent statutaire ou contractuel visé à l'alinéa 1^{er} et en informe le réclamant. ».

Art. 22. Dans la version française de l'article 367 du même Code, les mots « du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou du fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 23. Dans la version néerlandaise de l'article 367 du même Code, les mots « de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 24. Dans la version française de l'article 374, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « un fonctionnaire de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus, d'un titre supérieur à celui d'attaché, » sont remplacés par les mots « un agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, » et les mots « à l'administration » sont remplacés par les mots « au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 25. Dans la version néerlandaise de l'article 374, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « een ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen, met een hogere titel dan die van attaché » sont remplacés par les mots « een statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » et les mots « aan de administratie » sont remplacés par les mots « aan de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 26. Dans la version française de l'article 375, § 1^{er}, du même Code, les mots « Le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou le fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « L'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 27. Dans la version néerlandaise de l'article 375, § 1^{er}, du même Code, les mots « De adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar » sont remplacés par les mots « De statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 28. Dans la version française des articles 376, 376^{ter} et 376^{quater} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou le fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « L'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° les mots « par l'administration » sont remplacés par les mots « par le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° les mots « de l'administration » sont remplacés par les mots « du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

5° les mots « Le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou le fonctionnaire désigné par lui » sont remplacés par les mots « L'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

« bij de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt : « Ingeval het bezwaarschrift is geadresseerd aan een andere statutaire of contractuele agent van één van de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dan deze die hiervoor werd aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zal het bezwaarschrift geldig ingediend blijven vanaf de datum van ontvangst door deze statutaire of contractuele agent. » ;

4° het derde lid wordt vervangen als volgt : « De in het tweede lid bedoelde statutaire of contractuele agent zendt het bezwaarschrift onmiddellijk door aan de in het eerste lid bedoelde statutaire of contractuele agent en stelt de bezwaarindienaar hiervan in kennis. ».

Art. 22. In de Franse versie van artikel 367 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou du fonctionnaire délégué par lui » vervangen door de woorden « de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 23. In de Nederlandse versie van artikel 367 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 24. In de Franse versie van artikel 374, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « un fonctionnaire de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus, d'un titre supérieur à celui d'attaché, » vervangen door de woorden « un agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, » en worden de woorden « à l'administration » vervangen door de woorden « au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 25. In de Nederlandse versie van artikel 374, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « een ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen, met een hogere titel dan die van attaché » vervangen door de woorden « een statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » en worden de woorden « aan de administratie » vervangen door de woorden « aan de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 26. In de Franse versie van artikel 375, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou le fonctionnaire délégué par lui » vervangen door de woorden « L'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 27. In de Nederlandse versie van artikel 375, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar » vervangen door de woorden « De statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 28. In de Franse versie van artikelen 376, 376^{ter} en 376^{quater} van het zelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou le fonctionnaire délégué par lui » worden vervangen door de woorden « L'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° de woorden « par l'administration » worden telkens vervangen door de woorden « par le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° de woorden « de l'administration » worden vervangen door de woorden « du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° de woorden « Le Roi » worden vervangen door de woorden « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

5° de woorden « le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou le fonctionnaire désigné par lui » worden vervangen door de woorden « L'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 29. Dans la version néerlandaise des articles 376, 376ter et 376quater du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar » sont remplacés par les mots « statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° les mots « de administratie » sont chaque fois remplacés par les mots « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° les mots « adviseur-generaal van administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of de door hem aangewezen ambtenaar » sont remplacés par les mots « statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 30. Dans la version française de l'article 379 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'État » sont remplacés par les mots « la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° les mots « tout fonctionnaire d'une administration fiscale » sont remplacés par les mots « tout agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 31. Dans la version néerlandaise de l'article 379 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de Staat » sont remplacés par les mots « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

2° les mots « elke ambtenaar van een belastingadministratie » sont remplacés par les mots « elke statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 32. Dans la version française de l'article 398 du même Code, les mots « agents de l'administration » sont remplacés par les mots « agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 33. Dans la version néerlandaise de l'article 398 du même Code, les mots « ambtenaren van de administratie » sont remplacés par les mots « statutaire of contractuele agenten aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 34. Dans la version française de l'article 399bis du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « un agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° les mots « visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) » sont remplacés par les mots « visé à l'article 376sexies ».

Art. 35. Dans la version néerlandaise de l'article 399bis du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen » sont remplacés par les mots « een statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° les mots « bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) » sont remplacés par les mots « bedoeld in artikel 376sexies ».

Art. 36. Dans la version française de l'article 410, alinéa 3, du même Code, les mots « le conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 37. Dans la version néerlandaise de l'article 410, alinéa 3, du même Code, les mots « de adviseur-generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 29. In de Nederlandse versie van artikelen 376, 376ter en 376quater van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar » worden vervangen door de woorden « statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° de woorden « de administratie » worden telkens vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° de woorden « De Koning » worden vervangen door de woorden « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° de woorden « adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of de door hem aangewezen ambtenaar » worden vervangen door de woorden « statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 30. In de Franse versie van artikel 379 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « l'État » worden vervangen door de woorden « la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° de woorden « tout fonctionnaire d'une administration fiscale » worden vervangen door de woorden « tout agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 31. In de Nederlandse versie van artikel 379 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de Staat » worden vervangen door de woorden « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;

2° de woorden « elke ambtenaar van een belastingadministratie » worden vervangen door de woorden « elke statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 32. In de Franse versie van artikel 398 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « agents de l'administration » vervangen door de woorden « agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 33. In de Nederlandse versie van artikel 398 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « ambtenaren van de administratie » vervangen door de woorden « statutaire of contractuele agenten aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 34. In de Franse versie van artikel 399bis van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus » worden vervangen door de woorden « un agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° de woorden « visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) » worden vervangen door de woorden « visé à l'article 376sexies ».

Art. 35. In de Nederlandse versie van artikel 399bis van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen » worden vervangen door de woorden « een statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° de woorden « bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) » worden vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 376sexies ».

Art. 36. In de Franse versie van artikel 410, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « le conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 37. In de Nederlandse versie van artikel 410, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de adviseur-generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 38. Dans la version française de l'article 417 du même Code, les mots « conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 39. Dans la version néerlandaise de l'article 417 du même Code, les mots « de adviseur-generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 40. Dans la version française de l'article 418 du même Code, les mots « l'administration a été mise en demeure » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a été mis en demeure ».

Art. 41. Dans la version néerlandaise de l'article 418 du même Code, les mots « de administratie » sont remplacés par les mots « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 42. Dans la version française de l'article 419 du même Code, les mots « l'administration » sont chaque fois remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 43. Dans la version néerlandaise de l'article 419 du même Code, le mot « administratie » est chaque fois remplacé par les mots « dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 44. Dans la version française de l'article 427, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « du receveur chargé du recouvrement » sont remplacés par les mots « de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 45. Dans la version néerlandaise de l'article 427, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « van de met de invordering belaste ontvanger » sont remplacés par les mots « van de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 46. Dans la version française de l'article 428 du même Code, les mots « le receveur compétent » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 47. Dans la version néerlandaise de l'article 428 du même Code, les mots « de bevoegde ontvanger » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 48. Dans la version française de l'article 429 du même Code, les mots « le receveur » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 49. Dans la version néerlandaise de l'article 429 du même Code, les mots « de ontvanger » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 50. Dans la version française de l'article 430 du même Code, les mots « Le receveur » sont remplacés par les mots « L'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 51. Dans la version néerlandaise de l'article 430 du même Code, les mots « De ontvanger » sont remplacés par les mots « De statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 52. Dans la version française de l'article 431 du même Code, les mots « au receveur compétent » sont remplacés par les mots « à l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale », et les mots « l'État » sont remplacés par les mots « la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 53. Dans la version néerlandaise de l'article 431 du même Code, les mots « de bevoegde ontvanger » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering », et les mots « de Staat » sont remplacés par les mots « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 38. In de Franse versie van artikel 417 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 39. In de Nederlandse versie van artikel 417 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de adviseur-generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 40. In de Franse versie van artikel 418 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « l'administration a été mise en demeure » vervangen door de woorden « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a été mis en demeure ».

Art. 41. In de Nederlandse versie van artikel 418 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de administratie » vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 42. In de Franse versie van artikel 419 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « l'administration » telkens vervangen door de woorden « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 43. In de Nederlandse versie van artikel 419 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « administratie » telkens vervangen door de woorden « dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 44. In de Franse versie van artikel 427, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « du receveur chargé du recouvrement » vervangen door de woorden « de l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 45. In de Nederlandse versie van artikel 427, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « van de met de invordering belaste ontvanger » vervangen door de woorden « van de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 46. In de Franse versie van artikel 428 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « le receveur compétent » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 47. In de Nederlandse versie van artikel 428 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de bevoegde ontvanger » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 48. In de Franse versie van artikel 429 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « le receveur » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 49. In de Nederlandse versie van artikel 429 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de ontvanger » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 50. In de Franse versie van artikel 430 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Le receveur » vervangen door de woorden « L'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 51. In de Nederlandse versie van artikel 430 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De ontvanger » vervangen door de woorden « De statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 52. In de Franse versie van artikel 431 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « au receveur compétent » vervangen door de woorden « à l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » en de woorden « l'État » vervangen door de woorden « la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 53. In de Nederlandse versie van artikel 431 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de bevoegde ontvanger » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » en de woorden « de Staat » vervangen door de woorden « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 54. Dans la version française de l'article 433 du même Code, remplacé par la loi du 11 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, 2°, les mots « receveur dont relève le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien, ou le receveur du service désigné à cette fin par le Roi lorsque le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien a sa résidence à l'étranger, et, en outre, s'il s'agit d'un immeuble, le receveur compétent pour le recouvrement du précompte immobilier de ce bien » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° dans le paragraphe 4, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 55. Dans la version néerlandaise de l'article 433 du même Code, remplacé par la loi du 11 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën » sont remplacés par les mots « dienst aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, 2°, les mots « ontvanger waaronder de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed ressorteert, of de ontvanger van de dienst die door de Koning daarvoor is aangewezen, wanneer de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed zijn verblijfplaats in het buitenland heeft en, daarenboven, zo het om een onroerend goed gaat, de ontvanger, bevoegd voor de invordering van de onroerende voorheffing van dat goed » sont remplacés par les mots « statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën » sont remplacés par les mots « dienst aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° dans le paragraphe 4, le mot « Koning » est remplacé par les mots « Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 56. Dans la version française de l'article 434, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 11 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « du Trésor » sont chaque fois remplacés par les mots « de la Région de Bruxelles-Capitale » et les mots « le receveur compétent » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans le 1°, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 57. Dans la version néerlandaise de l'article 434, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 11 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « de Schatkist » sont chaque fois remplacés par les mots « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » et les mots « de bevoegde ontvanger » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans le 1°, le mot « Koning » est remplacé par les mots « Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 58. Dans la version française de l'article 435 du même Code, remplacé par la loi du 11 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances » sont chaque fois remplacés par les mots « désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « au receveur » sont remplacés par les mots « à l'agent » ;

Art. 54. In de Franse versie van artikel 433 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden « service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances » vervangen door de woorden « service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in paragraaf 1, 2°, worden de woorden « receveur dont relève le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien, ou le receveur du service désigné à cette fin par le Roi lorsque le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien a sa résidence à l'étranger, et, en outre, s'il s'agit d'un immeuble, le receveur compétent pour le recouvrement du précompte immobilier de ce bien » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances » vervangen door de woorden « service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° in paragraaf 4 wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 55. In de Nederlandse versie van artikel 433 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden « dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën » vervangen door de woorden « dienst aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in paragraaf 1, 2°, worden de woorden « ontvanger waaronder de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed ressorteert, of de ontvanger van de dienst die door de Koning daarvoor is aangewezen, wanneer de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed zijn verblijfplaats in het buitenland heeft en, daarenboven, zo het om een onroerend goed gaat, de ontvanger, bevoegd voor de invordering van de onroerende voorheffing van dat goed » vervangen door de woorden « statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën » vervangen door de woorden « dienst aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° in paragraaf 4, wordt het woord « Koning » vervangen door de woorden « Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 56. In de Franse versie van artikel 434, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin, worden de woorden « du Trésor » telkens vervangen door de woorden « de la Région de Bruxelles-Capitale » en worden de woorden « le receveur compétent » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in de bepaling onder 1°, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 57. In de Nederlandse versie van artikel 434, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin, worden de woorden « de Schatkist » telkens vervangen door de woorden « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » en worden de woorden « de bevoegde ontvanger » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in de bepaling onder 1°, wordt het woord « Koning » vervangen door de woorden « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 58. In de Franse versie van artikel 435 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances » worden telkens vervangen door de woorden « désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « au receveur » vervangen door de woorden « à l'agent » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « le receveur » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2°, les mots « le receveur » sont remplacés par les mots « l'agent » ;

5° dans la paragraphe 3, les mots « l'État » sont remplacés par les mots « la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 59. Dans la version néerlandaise de l'article 435 du même Code, remplacé par la loi du 11 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën » sont chaque fois remplacés par les mots « aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « ontvanger » est remplacé par le mot « agent » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot « ontvanger » est remplacé par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2°, le mot « ontvanger » est remplacé par le mot « agent » ;

5° dans le paragraphe 3, les mots « de Staat » sont remplacés par les mots « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 60. Dans la version française de l'article 440, alinéa 2, du même Code, les mots « les receveurs » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 61. Dans la version néerlandaise de l'article 440, alinéa 2, du même Code les mots « de ontvangers » sont remplacés, par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 62. Dans la version française de l'article 441, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 11 février 2019, les mots « du receveur » sont remplacés par les mots « de l'agent statutaire ou contractuel ».

Art. 63. Dans la version néerlandaise de l'article 441, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 11 février 2019, le mot « ontvanger » est remplacé par les mots « statutaire of contractuele agent ».

Art. 64. Dans la version française de l'article 442, du même Code, modifié par la loi du 27 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « le receveur du domicile ou du principal établissement du propriétaire desdits meubles » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le receveur » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 65. Dans la version néerlandaise de l'article 442, du même Code, modifié par la loi du 27 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de ontvanger van de woonplaats of van de hoofdrichting van de eigenaar van die goederen » sont remplacés par les mots « de statutaire of de contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans l'alinéa 2, le mot « ontvanger » est remplacé par les mots « de statutaire of de contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 66. Dans la version française de l'article 443bis, § 2, 3°, du même Code, les mots « le receveur » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 67. Dans la version néerlandaise de l'article 443bis, § 2, 3°, du même Code, les mots « de ontvanger » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 68. Dans la version française de l'article 443ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « l'État belge » sont remplacés par les mots « la Région de Bruxelles-Capitale ».

3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « le receveur » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

4° in paragraaf 1, derde lid, 2°, worden de woorden « le receveur » vervangen door de woorden « l'agent » ;

5° in paragraaf 3, worden de woorden « l'État » vervangen door de woorden « la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 59. In de Nederlandse versie van artikel 435 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën » worden telkens vervangen door de woorden « aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord « ontvanger » vervangen door het woord « agent » ;

3° in paragraaf 1, derde lid, wordt het woord « ontvanger » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

4° in paragraaf 1, derde lid, 2°, wordt het woord « ontvanger » vervangen door het woord « agent » ;

5° in paragraaf 3, worden de woorden « de Staat » vervangen door de woorden « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 60. In de Franse versie van artikel 440, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « les receveurs » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 61. In de Nederlandse versie van artikel 440, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de ontvangers » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 62. In de Franse versie van artikel 441, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 februari 2019, worden de woorden « du receveur » vervangen door de woorden « de l'agent statutaire ou contractuel ».

Art. 63. In de Nederlandse versie van artikel 441, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 februari 2019, wordt het woord « ontvanger » vervangen door de woorden « statutaire of contractuele agent ».

Art. 64. In de Franse versie van artikel 442, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « le receveur du domicile ou du principal établissement du propriétaire desdits meubles » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in het tweede lid worden de woorden « le receveur » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 65. In de Nederlandse versie van artikel 442, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « de ontvanger van de woonplaats of van de hoofdrichting van de eigenaar van die goederen » vervangen door de woorden « de statutaire of de contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in het tweede lid, wordt het woord « ontvanger » vervangen door de woorden « de statutaire of de contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 66. In de Franse versie van artikel 443bis, § 2, 3°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « le receveur » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 67. In de Nederlandse versie van artikel 443bis, § 2, 3°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de ontvanger » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 68. In de Franse versie artikel 443ter, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « l'État belge » vervangen door de woorden « la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 69. Dans la version néerlandaise de l'article 443ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « de Belgische Staat » sont remplacés par les mots « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 70. Dans la version française de l'article 470/1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus » sont chaque fois remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans l'alinéa 3, les mots « l'administration générale de la trésorerie » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 71. Dans la version néerlandaise de l'article 470/1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen » sont chaque fois remplacés par les mots « De dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans l'alinéa 3, les mots « de Algemene Administratie van de Thesaurie » sont remplacés par les mots « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

CHAPITRE 2. — Dispositions modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Section 1^{re}. — Dispositions modifiant le Titre II relatif à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles

Art. 72. Dans la version française de l'article 5 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par les lois du 25 janvier 1999, du 7 novembre 2000 et du 8 avril 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 6°, b), seconde phrase, les mots « Ministre des Finances » sont remplacés par les mots « ministre ayant les Finances dans ses attributions » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 7°, les mots « Ministre des Finances » sont remplacés par les mots « ministre ayant les Finances dans ses attributions » ;

3° dans l'alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 73. Dans la version néerlandaise de l'article 5 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par les lois du 25 janvier 1999, du 7 novembre 2000 et du 8 avril 2002, tel qu'il est applicable en Région de Bruxelles-Capitale, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 6°, b), seconde phrase, les mots « Minister van Financiën » sont remplacés par les mots « minister tot wiens bevoegdheid de Financiën behoren » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 7°, les mots « Minister van Financiën » sont remplacés par les mots « minister tot wiens bevoegdheid de Financiën behoren » ;

3° dans l'alinéa 2, les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 74. Dans la version française de l'article 7, alinéa 2, du même Code, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 75. Dans la version néerlandaise de l'article 7, alinéa 2, du même Code, les mots « de Koning » sont remplacés par les mots « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 76. Dans la version française de l'article 23ter, alinéa 3, du même Code, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 77. Dans la version néerlandaise de l'article 23ter, alinéa 3, du même Code, les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 69. In de Nederlandse versie van artikel 443ter, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de Belgische Staat » vervangen door de woorden « het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 70. In de Franse versie van artikel 470/1 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus » worden telkens vervangen door de woorden « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in het derde lid, worden de woorden « l'administration générale de la trésorerie » vervangen door de woorden « le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 71. In de Nederlandse versie van artikel 470/1 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen » worden telkens vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in het derde lid, worden de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie » vervangen door de woorden « de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingsbepalingen van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen van Titel II met betrekking tot de verkeersbelasting op de autovoertuigen

Art. 72. In de Franse versie van artikel 5 van het Wetboek van met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd door de wetten van 25 januari 1999, 7 november 2000 en 8 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 6°, b), tweede zin, worden de woorden « Ministre des Finances » vervangen door de woorden « ministre ayant les Finances dans ses attributions » ;

2° in het eerste lid, 7°, worden de woorden « Ministre des Finances » vervangen door de woorden « ministre ayant les Finances dans ses attributions » ;

3° in het tweede lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 73. In de Nederlandse versie van artikel 5 van het Wetboek van met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd door de wetten van 25 januari 1999, 7 november 2000 en 8 april 2002, zoals van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 6°, b), tweede zin, worden de woorden « Minister van Financiën » vervangen door de woorden « minister tot wiens bevoegdheid de Financiën behoren » ;

2° in het eerste lid, 7° worden de woorden « Minister van Financiën » vervangen door de woorden « minister tot wiens bevoegdheid de Financiën behoren » ;

3° in het tweede lid, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 74. In de Franse versie van artikel 7, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « le Roi » vervangen door de woorden « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 75. In de Nederlandse versie van artikel 7, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 76. In de Franse versie van artikel 23ter, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Le Roi » vervangen door de woorden « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 77. In de Nederlandse versie van artikel 23ter, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 78. Dans la version française de l'article 29 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « le fonctionnaire ou le service désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 79. Dans la version néerlandaise de l'article 29 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de ambtenaar of de dienst, aangeduid door de administrateur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de Koning » sont remplacés par les mots « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 80. Dans la version française de l'article 35 du même Code, rétabli par la loi du 21 décembre 2009, les mots « L'administration » sont remplacés par les mots « Le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 81. Dans la version néerlandaise de l'article 35 du même Code, rétabli par la loi du 21 décembre 2009, les mots « De administratie » sont remplacés par les mots « De dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 82. Dans la version française de l'article 36^{ter}, § 4, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 25 janvier 1999, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 83. Dans la version néerlandaise de l'article 36^{ter}, § 4, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 25 janvier 1999, les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 84. Dans la version française de l'article 36^{quater} du même Code, modifié par les lois des 19 février 2001 et 17 juin 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « au fonctionnaire ou service chargé du recouvrement » sont remplacés par les mots « à l'agent statutaire ou contractuel ou au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 85. Dans la version néerlandaise de l'article 36^{quater} du même Code, modifié par les lois des 19 février 2001 et 17 juin 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « bij de voor de invordering bevoegde ambtenaar of dienst » sont remplacés par les mots « bij de statutaire of contractuele agent of dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 86. Dans la version française de l'article 38 du même Code, modifié par les lois des 24 mars 1970, 10 février 1981 et 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « à la requête du fonctionnaire désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « à la requête de l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

Art. 78. In de Franse versie van artikel 29 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « le fonctionnaire ou le service désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in het tweede lid, worden de woorden « le Roi » vervangen door de woorden « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 79. In de Nederlandse versie van artikel 29 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « de ambtenaar of de dienst, aangeduid door de administrateur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in het tweede lid, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 80. In de Franse versie van artikel 35 van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen door de wet van 21 december 2009, worden de woorden « L'administration » vervangen door de woorden « Le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 81. In de Nederlandse versie van artikel 35 van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen door de wet van 21 december 2009, worden de woorden « De administratie » vervangen door de woorden « De dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 82. In de Franse versie van artikel 36^{ter}, § 4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 25 januari 1999, worden de woorden « Le Roi » vervangen door de woorden « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 83. In de Nederlandse versie van artikel 36^{ter}, § 4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 25 januari 1999, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 84. In de Franse versie van artikel 36^{quater} van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wetten van 19 februari 2001 en 17 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « au fonctionnaire ou service chargé du recouvrement » vervangen door de woorden « à l'agent statutaire ou contractuel ou au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden « Le Roi » vervangen door de woorden « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 85. In de Nederlandse versie van artikel 36^{quater} van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wetten van 19 februari 2001 en 17 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « bij de voor de invordering bevoegde ambtenaar of dienst » vervangen door de woorden « bij de statutaire of contractuele agent of dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 86. In de Franse versie van artikel 38 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wetten van 24 maart 1970, 10 februari 1981 en 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « à la requête du fonctionnaire désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » vervangen door de woorden « à la requête de l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « par le fonctionnaire désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « par l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 87. Dans la version néerlandaise de l'article 38 du même Code, modifié par les lois des 24 mars 1970, 10 février 1981 et 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « op vraag van de door de administrateur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen aangewezen ambtenaar » sont remplacés par les mots « op vraag van de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « door de administrateur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen » sont remplacés par les mots « door de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 88. Dans la version française de l'article 40, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par les lois des 24 mars 1970 et 25 avril 2014, les mots « par le fonctionnaire désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « par l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 89. Dans la version néerlandaise de l'article 40, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par les lois des 24 mars 1970 et 25 avril 2014, les mots « door de door de administrateur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen aangewezen ambtenaar » sont remplacés par les mots « door de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Section 2. — Dispositions modifiant le Titre V relatif à la taxe de mise en circulation

Art. 90. Dans la version française de l'article 96, alinéa 2, du même Code, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 91. Dans la version néerlandaise de l'article 96, alinéa 2, du même Code, les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 92. Dans la version française de l'article 102 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « le fonctionnaire ou le service désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 93. Dans la version néerlandaise de l'article 102 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de ambtenaar of de dienst, aangeduid door de administrateur-generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen » sont remplacés par les mots « door de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de Koning » sont remplacés par les mots « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 94. Dans la version française de l'article 105, alinéa 2, du même Code, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 95. Dans la version néerlandaise de l'article 105, alinéa 2, du même Code, les mots « De Koning » sont remplacés par les mots « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

2° in het tweede lid, worden, de woorden « par le fonctionnaire désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » vervangen door de woorden « par l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 87. In de Nederlandse versie van artikel 38 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wetten van 24 maart 1970, 10 februari 1981 en 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « op vraag van de door de administrateur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen aangewezen ambtenaar » vervangen door de woorden « op vraag van de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in het tweede lid, worden de woorden « door de administrateur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen » vervangen door de woorden « door de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 88. In de Franse versie van artikel 40, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wetten van 24 maart 1970 en 25 april 2014, worden de woorden « par le fonctionnaire désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » vervangen door de woorden « par l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 89. In de Nederlandse versie van artikel 40, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wetten van 24 maart 1970 en 25 april 2014, worden de woorden « door de door de administrateur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen aangewezen ambtenaar » vervangen door de woorden « door de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Afdeling 2. — Wijzigingsbepalingen van Titel V met betrekking tot de belasting op de inverteerstelling

Art. 90. In de Franse versie van artikel 96, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Le Roi » vervangen door de woorden « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 91. In de Nederlandse versie van artikel 96, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 92. In de Franse versie van artikel 102 van hetzelfde Wetboek, wordt de volgende wijziging aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « le fonctionnaire ou le service désigné par l'administrateur général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus » vervangen door de woorden « l'agent statutaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in het tweede lid, worden de woorden « le Roi » vervangen door de woorden « le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 93. In de Nederlandse versie van artikel 102 van hetzelfde Wetboek, wordt de volgende wijziging aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « de ambtenaar of de dienst, aangeduid door de administrateur-generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen » vervangen door de woorden « door de statutaire of contractuele agent aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in het tweede lid worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 94. In de Franse versie van artikel 105, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Le Roi » vervangen door de woorden « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 95. In de Nederlandse versie van artikel 105, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De Koning » vervangen door de woorden « De Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

TITRE 3. — Disposition portant reprise du service de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et de la taxe de mise en circulation au 1^{er} janvier 2020

Art. 96. La décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 mai 2018 de reporter au 1^{er} janvier 2020 la reprise du service de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et de la taxe de mise en circulation, notifiée à l'État fédéral le 1^{er} juin 2018 en application de l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, est ratifiée.

TITRE 4. — Création d'un service de conciliation fiscale

Art. 97. Dans le Code des impôts sur le revenu 1992, il est inséré un nouvel article 376sexies rédigé comme suit :

« Art. 376sexies. Le service de conciliation fiscale examine les demandes de conciliation dont il est saisi en toute objectivité, impartialité et indépendance et dans le respect de la loi ; il tend à concilier les points de vue des parties et leur adresse un rapport de conciliation.

Les membres du service de conciliation fiscale sont désignés par Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. ».

Art. 98. Dans le même Code, il est inséré un nouvel article 376septies rédigé comme suit :

« Art. 376septies. § 1^{er}. Tout intéressé peut introduire une demande de conciliation par courrier ordinaire ou par courrier électronique.

Les demandes de conciliation font l'objet d'un accusé de réception délivré au demandeur.

Le service de conciliation fiscale informe le service fiscal concerné de la demande de conciliation qu'il compte instruire.

§ 2. Le service de conciliation fiscale refuse de traiter une demande de conciliation :

1° si la demande est manifestement non fondée ;

2° si le demandeur n'a manifestement pas accompli de démarches auprès de l'autorité administrative compétente concernée en vue de concilier les points de vue.

Les rapports de conciliation et les décisions relatives à la recevabilité ne sont susceptibles d'aucun recours administratif.

§ 3. Une demande de conciliation déclarée recevable a un effet suspensif sur la prise de toute décision, sauf si les droits de la Région de Bruxelles-Capitale sont en péril. Le délai de suspension prend cours à compter de la date à laquelle la demande de conciliation a été déclarée recevable.

Le délai de suspension visé à l'alinéa 1^{er} prend fin le jour de l'approbation du rapport de conciliation, sauf désistement ou accord préalable des parties concernées, et au plus tard un mois avant l'expiration du délai visé à l'article 1385undecies, alinéa 4, du Code judiciaire.

§ 4. Si la demande de conciliation est relative à un conflit avec le comptable de recettes chargé de matières fiscales, tous les moyens d'exécution visés dans le Titre III de la cinquième partie du Code judiciaire sont suspendus pendant un mois au maximum et les saisies déjà pratiquées gardent leur caractère conservatoire, à l'exception des saisies-arrêts entre les mains d'un tiers déjà pratiquées dont le plein effet est maintenu.

§ 5. Le service de conciliation fiscale peut également adresser des recommandations au directeur général de l'administration fiscale régionale, notamment en ce qui concerne des actes ou des fonctionnements administratifs non conformes aux principes de bonne administration et aux lois et règlements.

§ 6. Dans l'exécution de ses missions, le service de conciliation fiscale peut :

1° recueillir toutes les informations qu'il estime nécessaires ;

2° entendre toutes les personnes concernées ;

3° effectuer toutes les constatations sur place.

TITEL 3. — Bepaling houdende de overname van de dienst van de verkeersbelasting op de autovoertuigen en de belasting op de inverkeerstelling op 1 januari 2020

Art. 96. De beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 mei 2018 tot uitstelling van de overname van de dienst van de verkeersbelasting op de autovoertuigen en van de belasting op de inverkeerstelling tot 1 januari 2020, betekend aan de Federale Staat op 1 juni 2018 in toepassing van artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt geratificeerd.

TITEL 4. — Oprichting van een fiscale bemiddelingsdienst

Art. 97. In het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een artikel 376sexies ingevoegd, luidend :

« Art. 376sexies. De fiscale bemiddelingsdienst onderzoekt in alle objectiviteit, onpartijdigheid en onafhankelijkheid en met toepassing van de wet de aanvragen tot bemiddeling waarvoor hij gevat is ; hij beoogt de standpunten van de partijen te verzoenen en bezorgt hen een bemiddelingsrapport.

De leden van de fiscale bemiddelingsdienst worden aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. ».

Art. 98. In hetzelfde Wetboek, wordt een nieuw artikel 376septies ingevoegd, luidend :

« Art. 376septies. § 1. Elke belanghebbende kan een bemiddelingsaanvraag indienen per gewone post of per elektronische post.

De bemiddelingsaanvragen maken het voorwerp uit van een ontvangingstestiging afgeleverd aan de aanvrager.

De fiscale bemiddelingsdienst informeert de betrokken fiscale dienst van de bemiddelingsaanvraag die zij wenst te onderzoeken.

§ 2. De fiscale bemiddelingsdienst weigert om een verzoek tot bemiddeling te behandelen :

1° als de aanvraag manifest niet gegrond is ;

2° als de aanvrager manifest niet de stappen ondernomen heeft ten opzichte van het bevoegde administratief bestuur met het oog op de verzoening van de standpunten.

De bemiddelingsrapporten en de betrokken beslissingen inzake de ontvankelijkheid zijn niet vatbaar voor enig administratief beroep.

§ 3. Een ontvankelijk verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft schorsende werking op de beslissingsprocessen, uitgezonderd ingeval de rechten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het gedrang zijn. De termijn van schorsing neemt aanvang vanaf de dag waarop de aanvraag tot bemiddeling ontvankelijk verklaard werd.

De schorsingstermijn vermeld in het eerste lid neemt een einde op de dag van goedkeuring van het bemiddelingsrapport, uitgezonderd ontkennig van een voorafgaand akkoord tussen betrokken partijen, en ten laatste een maand voor het verval van de termijn vermeld in artikel 1385undecies, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 4. Als de bemiddelingsaanvraag gelinkt is aan een geschil met de rekenplichtige van ontvangsten belast met de fiscale zaken, zijn alle uitvoeringsmiddelen bedoeld in Titel III van het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek geschorst gedurende maximum één maand en de reeds gelegde beslagen behouden hun bewarend karakter, met uitzondering van de reeds gelegde derdenbeslagen waarvan de volledige werking behouden blijft.

§ 5. De fiscale bemiddelingsdienst kan gelijktijdig aanbevelingen aan de directeur-generaal van de gewestelijke fiscale administratie sturen, namelijk voor wat betreft de handelingen of de administratieve werkingen die niet conform de beginselen van behoorlijk bestuur en van de wetten en reglementen zijn.

§ 6. Tijdens de uitvoering van zijn opdrachten, kan de fiscale bemiddelingsdienst :

1° alle informatie verzamelen die hij noodzakelijk acht ;

2° alle betrokken personen horen ;

3° ter plaatse alle vaststellingen doen.

À cette fin, le service de conciliation fiscale peut assister à l'audition organisée par l'administration fiscale régionale dans le cadre du traitement du litige pour lequel une demande de conciliation est introduite, bien que ce droit d'être entendu ne soit pas explicitement prévu par la loi.

§ 7. Les membres du service de conciliation fiscale s'accordent par décision collégiale.

§ 8. Le rapport de conciliation est notifié au demandeur et au service fiscal concerné. ».

TITRE 5. — Dispositions modifiant l'ordonnance du 7 décembre 2017 contenant des dispositions diverses en vue de la reprise du service du précompte immobilier et modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale

Art. 99. L'article 5 de l'ordonnance du 7 décembre 2017 contenant des dispositions diverses en vue de la reprise du service du précompte immobilier et modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale est complété par les 16° et 17° rédigés comme suit :

« 16° dans l'article 447, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « par un fonctionnaire du Service public fédéral Finances, d'un titre supérieur à celui qui a constaté les faits, mais au minimum du titre de conseiller » sont remplacés par les mots « par le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

17° dans l'article 463, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « de l'Administration générale de la fiscalité et l'Administration générale de la perception et du recouvrement et de l'Administration générale de l'inspection spéciale des impôts » sont remplacés par les mots « du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » . ».

Art. 100. L'article 6 de la même ordonnance est complété par les 16° et 17° rédigés comme suit :

« 16° dans l'article 447, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « door een ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Financiën, met een hogere titel dan degene die de feiten geconstateerd heeft, doch op zijn minst met de titel van adviseur » sont remplacés par les mots « door de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

17° dans l'article 463, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « Algemene Administratie van de Fiscaliteit en de Algemene Administratie van de inning en de invordering en van de Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie » sont remplacés par les mots « dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » . ».

TITRE 6. — Disposition transitoire applicable au précompte immobilier, à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et à la taxe de mise en circulation

Art. 101. La loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ne produit pas d'effet à l'égard des dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 et du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus telles qu'elles s'appliquent aux taxes visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°, 10° et 11°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

TITRE 7. — Entrée en vigueur

Art. 102. Les titres 1^{er} à 3 de la présente ordonnance entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne le précompte immobilier et sans préjudice de l'article 144 de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale, les articles 54, 55, 58, 59, 60, 61, 62 et 63 produisent leurs effets le 1^{er} avril 2019, et les articles 56 et 57 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2019.

L'article 101 entre en vigueur le 31 décembre 2019.

Art. 103. Le titre 4 de la présente ordonnance produit ses effets le 1^{er} janvier 2018 pour ce qui concerne le précompte immobilier, sans préjudice de l'article 144 de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale, et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 pour ce qui concerne la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et la taxe de mise en circulation.

Met het oog op dit doel, kan de fiscale bemiddelings-dienst deelnemen aan de hoorzitting die georganiseerd is door de gewestelijke fiscale administratie in het kader van behandeling van het geschil waarvoor een aanvraag tot bemiddeling is ingediend, niettegenstaande dit recht om gehoord te worden niet expliciet is voorzien door de wet.

§ 7. De leden van de fiscale bemiddelingsdienst komen overeen op collegiale wijze.

§ 8. Het verslag van de bemiddeling wordt ter kennis gebracht van de aanvrager en van de betrokken fiscale dienst. ».

TITEL 5. — Wijzigingsbepalingen van de ordonnantie van 7 december 2017 houdende diverse bepalingen in het licht van de overname van de dienst onroerende voorheffing en van de wijziging van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 99. Artikel 5 van de ordonnantie van 7 december 2017 houdende diverse bepalingen in het licht van de overname van de dienst onroerende voorheffing en van de wijziging van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt aangevuld met de bepalingen onder 16° en 17°, luidend :

« 16° in artikel 447, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « par un fonctionnaire du Service public fédéral Finances, d'un titre supérieur à celui qui a constaté les faits, mais au minimum du titre de conseiller » vervangen door de woorden « par le fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

17° in artikel 463, eerste lid van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de l'Administration générale de la fiscalité et l'Administration générale de la perception et du recouvrement et de l'Administration générale de l'inspection spéciale des impôts » vervangen door de woorden « du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » . ».

Art. 100. Artikel 6 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met de bepalingen onder punten 16° en 17°, luidend :

« 16° in artikel 447, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « door een ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Financiën, met een hogere titel dan degene die de feiten geconstateerd heeft, doch op zijn minst met de titel van adviseur » vervangen door de woorden « door de statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

17° in artikel 463, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Algemene Administratie van de Fiscaliteit en de Algemene Administratie van de inning en de invordering en van de Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie » vervangen door de woorden « dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » . ».

TITEL 6. — Overgangsbepaling van toepassing op de onroerende voorheffing, op de verkeersbelasting op de autovoertuigen en op de belasting op de inverkeerstelling

Art. 101. De wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen heeft geen uitwerking ten aanzien van de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals ze van toepassing zijn op de belastingen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 5°, 10° en 11° van de Bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

TITEL 7. — Inwerkingtreding

Art. 102. Titels 1 tot en met 3 van deze ordonnantie treden in werking op 1 januari 2020.

In afwijking van het eerste lid, voor wat betreft de onroerende voorheffing en onverminderd artikel 144 van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure, hebben artikelen 54, 55, 58, 59, 60, 61, 62 en 63 uitwerking met ingang van 1 april 2019 en hebben artikelen 56 en 57 uitwerking met ingang van 1 september 2019.

Artikel 101 treedt in werking op 31 december 2019.

Art. 103. Titel 4 van deze ordonnantie heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018 voor wat betreft de onroerende voorheffing, onverminderd artikel 144 van de ordonnantie van 6 maart 2019 betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure, en treedt in werking op 1 januari 2020 voor wat betreft de verkeersbelasting op de autovoertuigen en de belasting op de inverkeerstelling.

Art. 104. Le titre 5 de la présente ordonnance produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 novembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—
Note

Session ordinaire 2019-2020

Documents du Parlement :

A-17/1 Projet d'ordonnance.

A-17/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 15 novembre 2019.

Art. 104. Titel 5 van deze ordonnantie heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 november 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—
Nota

Gewone zitting 2019-2020

Documenten van het Parlement :

A-17/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-17/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 15 november 2019.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/42688]

28 NOVEMBRE 2019. — Ordonnance modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus dans le cadre de la reprise du service de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et de la taxe de mise en circulation par la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

TITRE 2. — *Dispositions portant modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le Titre II relatif à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles*

Art. 2. Dans la version française du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tel que d'application en Région de Bruxelles-Capitale, l'intitulé du Chapitre II du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« Exonérations ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 8 avril 2002, les modifications suivantes sont apportées :

i) dans la version française de la phrase liminaire, le mot « exempts » est remplacé par le mot « exonérés » ;

ii) dans le 2°, a), les mots « services publics d'autobus ou de services spéciaux d'autobus, en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles » sont

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/42688]

28 NOVEMBER 2019. — Ordonnantie tot wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen in het kader van de overname van de dienst van de verkeersbelasting op de autovoertuigen en van de belasting op de inverkeerstelling door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

TITEL 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

TITEL 2. — *Bepalingen houdende de wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen van Titel II met betrekking tot de verkeersbelasting op de autovoertuigen*

Art. 2. In de Franse versie van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt het opschrift van Hoofdstuk II van Titel II vervangen als volgt :

« Exonérations ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 8 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i) in de Franse versie van de inleidende zin wordt het woord « exempts » vervangen door het woord « exonérés » ;

ii) in de bepaling onder 2°, a), worden de woorden « openbare busdiensten of van bijzondere autobusdiensten, ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door